

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 28/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ISOCAB FRANCE SAS

142 Rue Panhard et Levassor
Espace Polygone
66000 PERPIGNAN

Références : 2022 – 119 – PR/EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement ISOCAB FRANCE SAS implanté 142 Rue Panhard et Levassor Espace Polygone 66000 PERPIGNAN. L'inspection a été annoncée le 25/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021 mettant en demeure la société ISOCAB France, exploitant une installation de fabrication de panneaux sandwich, de respecter les prescriptions applicables à ses installations situées à Perpignan.

Cette mise en demeure fait suite aux non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection du 22/06/2021, qui relève 7 faits non-conformes et 3 faits susceptibles de mise en demeure ou sanction. Lors de la procédure contradictoire, plusieurs échanges avec l'exploitant, dont les réponses aux non-conformités en dates du 6/08/2021 et du 25/11/2021 jugées non-satisfaisantes, ont retardées l'application de la mise en demeure. Par ailleurs, l'exploitant a sollicité des délais allant de 3 mois à 1 an à compter de la date de la visite d'inspection, soit une échéance au 22/06/2022.

L'inspection dite de récolement, dont la date a été convenue avec l'exploitant et fixée au lendemain de l'échéance de la mise en demeure, a pour objet de vérifier la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISOCAB FRANCE SAS
- 142 Rue Panhard et Levassor Espace Polygone 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT dans GUN : 0006603330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Historique Industriel:

La société Isocab est spécialisée dans la fabrication de panneaux sandwich isolant. Fondée en 1973, l'entreprise fait partie du Groupe Kingspan depuis 2012. Ces panneaux sont destinés aux installations frigorifiques pour l'industrie alimentaire et le commerce de détail, y compris les usines de transformation, les restaurants, les supermarchés et les installations de stockage.

La société ISOCAB France exploite une usine de fabrication de panneau sandwich en mousse polyisocyanurate ou laine de roche située Espace Polygone, 142, rue Panhard et Levassor à PERPIGNAN.

L'usine s'est installée à Perpignan en 2001 sous le régime de la déclaration puis a fait l'objet d'une régularisation administrative en 2008 qui a abouti à l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009.

Initialement l'activité était réalisée à l'aide d'une unique ligne de fabrication assurant aussi bien la production de panneaux en laine de roche que celle de panneaux en mousse isolante.

Une 2ème ligne de fabrication de panneaux en mousse isolante en polyisocyanurate a été mise en service en 2017.

Historique administratif:

- Récépissé de déclaration n°3070 du 28/03/2001 concernant les installations répertoriées sous les rubriques 2261.1b, 2663.1b, 1412.2b, 1158.3, 2560.2, 2920.2b, 2910.A2
- Arrêté d'autorisation n°2009 096-03 du 06/04/2009
- Courrier préfecture du 01/04/2011 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2663.1b
- Courrier préfecture du 06/12/2013 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 3410.h (rubrique IED). Le code et le nom du BREF déclenchant le réexamen sont respectivement « POL » et « Fabrication de polymère »
- Courrier préfecture du 24/10/2014 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2661.1a (E)
- Preuve de dépôt n° 2016 0055 – déclaration du bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4739-2 (D), 4331 (NC), 4731 (NC), 4725 (NC), 4719 (NC), 4802 (NC)
- Preuve de dépôt n° 2016 0110 – déclaration du bénéfice des droits acquis pour la rub 2566.1b (D)
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2019267-0001 du 24/09/2019 modifiant l'AP n°2009 096-03 du 06/04/2009

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ➔ recollement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021 mettant en demeure la société ISOCAB France, exploitant une installation de fabrication de panneaux sandwich, de respecter les prescriptions applicables à ses installations situées à Perpignan.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'ensemble des écarts a été pris en compte par la société ISOCAB et un plan d'actions correctives a été engagé. Toutefois, 3 non-conformités persistantes nécessitent, d'après l'exploitant, une étude technique approfondie et un investissement financier conséquent. A ce jour, les devis en cours n'ont pas été concrétisés. La société ISOCAB n'est pas en mesure de présenter à l'inspection, un échéancier pour la mise en conformité de ces 3 écarts.

La société souligne néanmoins qu'elle a embauché en avril 2022 une responsable de production, permettant à la direction de se consacrer au plan des actions correctives et poursuivre l'amélioration du recyclage des produits et à la circularité des déchets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>	<u>Constatations</u>	<u>Proposition de suites de l'inspection des installations classées (1)</u>
Recollement du fait non-conforme n°5	AP Complémentaire du 24/09/2019, article 10	Non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/12/2021	Astreinte journalière
Recollement du fait non-conforme n°6	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 7.6.3	Non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/12/2021	Astreinte journalière
Recollement du fait non-conforme n°7	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 8.1.7	Non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/12/2021	Astreinte journalière

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>	<u>Proposition de suites</u>	<u>Délais</u>
arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/12/2021	AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 1 et 2	/	Sans objet
Recollement du fait non-conforme n°1	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 9.4.2	Observation de l'inspection	28 jours
Recollement du fait non-conforme n°2	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 2.3.1	Observation de l'inspection	28 jours
Recollement du fait non-conforme n°3	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 8.3.1	Observation de l'inspection	28 jours
Recollement du fait non-conforme n°4	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 4.1.1	Observation de l'inspection	28 jours
Recollement de fait susceptible de mise en demeure ou sanction n°1	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 5.1.2	/	Sans objet
Recollement de fait susceptible de mise en demeure ou sanction n°2	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 4.3.3	/	Sans objet
Recollement de fait susceptible de mise en demeure ou sanction n°3	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite de recollement du 23/06/2022, 3 non-conformités persistantes font l'objet de propositions de suites administratives.

A noter que 4 points doivent faire l'objet d'actions correctives complémentaires.

Ces écarts ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

A propos des actions correctives à compléter, l'exploitant doit sous un délai de 28 jours, transmettre à l'inspection des installations classées, les justificatifs permettant de confirmer la prise en compte des 4 observations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/12/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 1 et 2
Thème(s) : Situation administrative, recollement APMD
Prescription contrôlée : Article 1 La société ISOCAB France est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009-096-03 du 06/04/2009 modifié autorisant la société ISOCAB France à exploiter une usine de fabrication de panneaux isolants et notamment de corriger les faits non-conformes (NC) ainsi que les faits susceptibles de mise en demeure ou sanction (SMDS), relevées lors de la visite d'inspection du 22/06/2021, dans les délais fixés ci-après et comptés à la date de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• NC 1 : Article 9.4.2 de l'AP du 06/04/2009 « audit environnement » : 3 mois• NC 2 : Article 2.3.1 de l'AP du 06/04/2009 « propreté » : sans délai• NC 3 : Article 8.3.1 de l'AP du 06/04/2009 « Règles d'implantation » (Stockage des panneaux isolants à base de mousse) : sans délai• NC 4 : Article 4.1.1 de l'AP du 06/04/2009 « origine des approvisionnements en eau » : 1 an à compter de la date de la visite d'inspection du 22/06/2021• NC 5 : Article 10 de l'APC du 24/09/2019 « échancier niveau acoustique » : 1 an à compter de la date de la visite d'inspection du 22/06/2021• NC 6 : Article 7.6.3 de l'AP du 06/04/2009 « rétentions » : 1 an à compter de la date de la visite d'inspection du 22/06/2021• NC 7 : Article 8.1.7 de l'AP du 06/04/2009 « aménagement et organisation des stockages » : 1 an à compter de la date de la visite d'inspection du 22/06/2021• SMDS 1 : Article 5.1.2 de l'AP du 06/04/2009 « séparation des déchets » : sans délai• SMDS 2 : Article 4.3.3 de l'AP du 06/04/2009 « valeurs limites de rejet » : sans délai• SMDS 3 : Article 7.6.2 de l'AP du 06/04/2009 « étiquetage des substances et préparations dangereuses » : sans délai Article 2 La société ISOCAB France doit fournir, dans le délai de 1 an à compter de la date de la visite d'inspection du 22/06/2021, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment le tableau de constats annexé au rapport de la visite d'inspection du 22/06/2021 dûment renseigné (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (factures, photographies, procédures...).
Constats : Dans le cadre de la procédure contradictoire relative au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, faisant suite aux écarts constatés lors de la visite d'inspection du 22/06/2021, la société ISOCAB France a transmis le 6/08/2021 et le 25/11/2021, le tableau de constats du rapport de visite, complété et accompagné de pièces justificatives. Après instructions, l'inspection a accusé réception des éléments en indiquant que la réponse ne permet pas de lever les écarts. Lors de ces échanges, l'exploitant a sollicité des délais de mise en conformité allant de 3 mois à 1 an à compter de la date de la visite d'inspection, soit une échéance au 22/06/2022. L' arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 14/12/2021. Au terme du délai d'un an à compter de la date de la visite d'inspection du 22/06/2021, l'exploitant n'a pas transmis le mémoire relatif à la mise en place des actions correctives, prescrit par l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure. Toutefois, l'échéance de la mise en demeure correspond avec la date du présent contrôle qui a été convenue avec l'exploitant et fixée au lendemain de l'échéance de la mise en demeure. Les justificatifs relatifs à la mise en place des actions correctives ont été remis en séance.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 9.4.2
Thème(s) : Situation administrative, AUDITS ENVIRONNEMENT
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigées sans délai.</p> <p>En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.</p> <p>[...] Le résultat de cet Audit sera transmis au Préfet dans le mois qui suit sa réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p> <p>Écart à corriger (délai de 3 mois)</p> <p>La société ISOCAB doit transmettre un audit environnement réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant. La vérification doit être exhaustive et reprendre point par point les prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés de prescriptions générales (AMPG) applicables.</p> <p>Les non conformités et écarts qui ressortent de cet audit doivent être corrigées sans délai.</p> <p>Le résultat de cet Audit sera transmis avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis en séance l'audit environnement réalisé du 16 au 18 Novembre 2021 par bureau d'étude GIE, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'audit de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/04/09 modifié ; il vise notamment les rubriques 3410-h et 2661-1a soumises à autorisation- l'audit des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, relatifs aux rubriques 2560-2 et 2566-1b en déclaration sous contrôles. <p>Ces audits sont accompagnés d'un plan de mise en conformité. D'après le document, l'audit relève 65 points non-conformes dont 36 sont d'ores et déjà levés et subsistent 29 écarts dont les actions correctives sont en cours.</p> <p>Par ailleurs, l'audit ne comprend pas la vérification administrative du site (article 1.2.1 de l'AP) au regard des évolutions réglementaires (point sur les activités, rubriques ICPE, seuils et régimes) et des arrêtés ministériels applicables, notamment en enregistrement.</p> <p><u>Observations :</u></p> <p>La société ISOCAB doit compléter ses actions correctives, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- mettre à jour la situation administrative du site au regard des évolutions réglementaires des rubriques ICPE (activités réalisées, rubriques ICPE liées, régimes applicables) en particulier les rubriques soumises au régime d'enregistrement et le cas échéant, transmettre l'audit des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au site ;- finaliser la mise en place des actions correctives. <p>A l'issue de la mise en conformité du site, la société ISOCAB doit justifier de la levée des écarts restants, en transmettant un nouvel audit réalisé par un organisme extérieur compétent.</p>
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, PROPLETE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>En particulier l'entretien des abords du bâtiment est effectué aussi souvent que nécessaire de façon à ne pas se laisser répandre les déchets en dehors des zones de stockage prévues à cet effet ; si nécessaire les déchets sont confinés dans des réceptacles fermés.</p> <p>Écart à corriger (sans délai)</p> <p>La société ISOCAB doit justifier que l'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Une attention particulière doit être portée sur les espaces verts, les zones de stockage de panneaux, et les avaloirs de pluvial. Une consigne d'exploitation précisant la fréquence de nettoyage du site doit être établie afin de justifier que l'entretien des abords du bâtiment est effectué aussi souvent que nécessaire et de façon à ne pas se laisser répandre les déchets.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté en séance :</p> <ul style="list-style-type: none">-le contrat d'entretien des espaces verts et du parc signé avec (ESAT) association Joseph Sauvy, pour deux passages par mois et comprenant le débroussaillage ainsi que le nettoyage des espaces extérieurs ;-la convention de recyclage du polystyrène expansé signé avec le fournisseur KNAUF CIRCULAR afin de recycler ces déchets et limiter les envois ;-la consigne prévoyant un nettoyage supplémentaire par l'exploitant en fonction des aléas de la production et comprenant le passage d'une aspiratrice à la demande. <p>Lors du contrôle, l'inspection a toutefois constaté que certaines zones nécessitent de compléter les actions correctives. Elles concernent la zone de dépotage, la zone de stockage extérieure et le stockage de déchets.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>La société ISOCAB doit compléter ses actions correctives, en justifiant que l'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- la zone de dépotage : écoulement d'hydrocarbure significatif au sol, la cristallisation du diisocyanate de diphenylméthane sur de nombreux points, deux bacs de rétention pleins sous les raccords ;- la zone de stockage extérieure : des écoulements significatifs d'huiles hydrauliques issus des chariots élévateurs sur plusieurs zones ;- le stockage de déchets sans évacuations (bidons ou contenants vides et sacs de déchets de laine de roche)- les avaloirs du réseau pluvial (présence notamment de polystyrène).
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation "Stockage des panneaux isolants à base de mousse"
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les panneaux isolants stockés sur le parc de stockage sont des panneaux à base de mousse PIR (Polyisocyanurate) ou de laine de roche.</p> <p>Les limitations suivantes ne concernent que les panneaux à base de mousse PIR :</p> <ul style="list-style-type: none">• les îlots de stockage extérieurs sont matérialisés au sol ;• les îlots de stockage sont composés de deux palettes de front sur une hauteur maximale de 4 m ;• les îlots de stockage sont séparés l'un de l'autre par un espace libre d'une distance minimale de 4 m ;• les îlots de stockage sont séparés par un espace libre de 5 m de tout autre bâtiment, installation, équipement, zone de stockage de l'établissement• les îlots de stockage sont séparés par un espace libre de 10 m des terrains ou biens d'un tiers. <p>Écart à corriger (sans délai)</p> <p>La société ISOCAB doit justifier du stockage conforme des panneaux à base de mousse PIR, notamment</p> <ul style="list-style-type: none">• de 5 m de tout autre bâtiment, installation, équipement, zone de stockage de l'établissement• de 10 m des terrains ou biens d'un tiers.
<p>Constats : L'exploitant a fait réaliser le 23 Octobre 2021 par la société CATALYNIA, le marquage au sol (couleur verte) des emplacements prévus pour le stockage des panneaux en laine de roche, interdisant par défaut le stockage des panneaux à base de mousse PIR.</p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a constaté que l'action corrective n'est pas efficace, avec la présence de panneaux PIR sur une zone interdite (marquage vert).</p> <p>A noter par ailleurs, que l'audit de conformité relève que l'ensemble de la prescription est respecté, hormis le point n°2 : les îlots de stockage sont parfois composés de 3 palettes (prescription de 2 palettes) mais n'excèdent pas les 4 m de hauteur maximale. L'exploitant prévoit de demander la modification de la prescription.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>La société ISOCAB doit compléter ses actions correctives permettant de justifier du stockage conforme des panneaux à base de mousse PIR (hors zone de marquage vert), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• de 5 m de tout autre bâtiment, installation, équipement, zone de stockage de l'établissement• de 10 m des terrains ou biens d'un tiers.
<p>Réponse de l'exploitant:</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, origine des approvisionnements en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, la réfrigération en circuit ouverte est interdite. Les prélèvements d'eau sont faits à partir du réseau d'eau potable de la Communauté d'Agglomération avec un débit maximum de prélèvement de 600 m³</p> <p>Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Écart à corriger (délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021)</p> <p>La société ISOCAB doit justifier que toutes les dispositions sont mises en place dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau afin de respecter le débit maximum de prélèvement de 600 m³.</p> <p>Constats : Afin de limiter la consommation d'eau et de justifier du respect le débit maximum de prélèvement de 600 m³, l'exploitant a mis en place les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">-mise en place d'un circuit fermé sur la machine BLISTER depuis le 1 novembre 2021 ;-mise en place d'un compteur séparatif sur le réseau d'alimentation de la waterjet et permettant de déterminer la consommation par coupe (environ 5 litres) <p>Malgré ces dispositifs, le débit maximum de prélèvement de 600 m³ sera probablement dépassé. Le registre consulté indique 473 m³ en mai 2022. Toutefois, au regard de la consommation d'eau de 1893 m³ en 2021, les actions mises en œuvre permettent d'estimer une consommation d'environ 1000 m³ en 2022.</p> <p>D'après l'exploitant, la création de la seconde ligne de fabrication autorisée par l'Arrêté préfectoral complémentaire du 24/09/2019, a engendré une augmentation de la consommation d'eau, sans actualisation de la prescription. Une demande de modification de la prescription doit prochainement être déposée.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>La société ISOCAB doit compléter ses actions correctives justifiant du respect du débit maximum de la consommation d'eau.</p> <p>A défaut, la société doit déposer une demande de modification de la prescription.</p>
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°5

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/09/2019, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, échéancier « Niveaux acoustiques »
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le délai de mise en conformité de l'installation par rapport aux valeurs limites fixées par le chapitre 6.2 « Niveaux acoustiques » est fixé à la fin de l'année 2020.</p> <p>A cette échéance l'exploitant transmettra une nouvelle mesure de la situation acoustique prévue par l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2009 096 03 de 06/04 /2009 susvisé, effectuée par un organisme ou une personne qualifiée, justifiant la conformité sonore des installations.</p> <p>Écart à corriger (délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021)</p> <p>La société ISOCAB doit</p> <ul style="list-style-type: none">• justifier de la mise en conformité de l'installation par rapport aux valeurs limites fixées par le chapitre 6.2 « Niveaux acoustiques »• transmettre une nouvelle mesure de la situation acoustique prévue par l'article 9.2.6 de l'AP, effectuée par un organisme ou une personne qualifiée, justifiant la conformité sonore des installations.
<p>Constats : En amont de l'inspection, la société a transmis le rapport du bureau d'étude GAMBA du 18/02/2022, confirmant que les émissions sonores du site, ne sont pas conformes aux valeurs réglementaires en limite de propriété :</p> <ul style="list-style-type: none">- au Points 02 en période nocturne lors du fonctionnement du site en « Laine de roche ». <p>En Zones à Émergences Réglementées, Point 01, les émissions sonores ne sont pas conformes aux exigences réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none">- en période diurne lors du fonctionnement du site en « Laine de roche »,- en période nocturne quel que soit le fonctionnement du site en « Laine de roche » ou « Mousse ». <p>Cette non-conformité fait suite à la création de la seconde ligne de fabrication en 2017-2018, transférant le dépoussiéreur du « côté Rue Georges Latil » vers le « côté Rue Panhard et Levassor ». Le dépoussiéreur dont les émissions sonores étaient jusqu'alors conforme, se situe désormais plus près des voisins du site (industriels et particulier). L'exploitant souligne que cette émission sonore ne fait pas l'objet de plainte.</p> <p>Afin de résorber l'écart, la société a identifié deux solutions:</p> <ol style="list-style-type: none">1. isoler phoniquement le dépoussiéreur actuel;2. en substitution du dépoussiéreur actuel, la mise en place de 3 dépoussiéreurs dans le bâtiment aux points de captage, couplés à 2 roto compacteurs par PAB, pour la mise en balles de laine de roche destinées au recyclage. <p>L'exploitant a acté la seconde solution qui lèverait la non-conformité des émissions sonores, mais également limiterait les problématiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- envol des poussières aspirées;- solutions d'exutoire pour recycler ou gérer nos poussières de laine (recyclage des balles de poussières de laine de roche compactées de 1 m3);- usure prématurée de nos tuyaux d'aspiration, percés par l'abrasivité de la laine. <p>Les devis présentés en séance n'ont pas été concrétisés. L'exploitant estime que le projet technique sera finalisé en fin d'année 2022 et le dispositif sera mis en place en 2023.</p> <p>Suite donnée :</p> <p>En application de l'article L171-8 du code de l'environnement, le service d'inspection propose la mise en place de sanctions administratives pour le non-respect de la mise en demeure, à savoir le paiement d'une astreinte journalière applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...] Écart à corriger (délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021) La société ISOCAB doit justifier que tous les stockages fixes ou temporaires de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas associés à une rétention.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le devis de la société GONZALEZ pour création d'une zone de rétention dans un local dédié (17m x 8m), où l'ensemble des produits pourront être stockés, sauf en cas de produits incompatibles qui bénéficieront de rétentions particulières. Il s'agit essentiellement de la mise sur rétention des IBC. Ces derniers sont trop lourds et trop nombreux pour la mise en place d'un réservoir sous l'IBC. Le projet est acté dans les investissements de 2022. Les travaux sont prévus en fin d'année 2022. De plus, l'inspection a constaté lors du contrôle, que de nombreux produits dangereux (hors IBC) ne sont pas positionnés sur rétention, notamment dans les ateliers de maintenance. Suite donnée : En application de l'article L171-8 du code de l'environnement, le service d'inspection propose la mise en place de sanctions administratives pour le non-respect de la mise en demeure, à savoir le paiement d'une astreinte journalière applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Recollement du fait non-conforme n°7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, AMENAGEMENT ET ORGANISATION DES STOCKAGES
Prescription contrôlée : Eu égard à la forte réactivité du diisocyanate de diphénylméthane avec de nombreux produits, les récipients contenant ce produit sont stockés dans un local spécifique séparé et isolé des ateliers de fabrication et d'autres stockages de produits incompatibles.[...] Le stockage du diisocyanate de diphénylméthane s'effectue dans des récipients inertes au produit. Le diisocyanat de diphénylméthane polymérique (PMDI) est stocké en cuves aériennes étanches sous légère pression d'azote ou d'air sec (point de rosée de l'atmosphère inférieure à 40 °C). [...] Écart à corriger (délai de 1 an à compter de l'inspection du 22/06/2021) La société ISOCAB doit justifier que le stockage de diisocyanate de diphénylméthane est conforme
Constats : A ce jour, le stockage du diisocyanate de diphénylméthane n'est pas inerte. La société a le projet de mise en conformité qui comprend un système d'inertage pour les cuves de stockage, avec générateur d'azote. L'exploitant a informé l'inspection que le projet en cours d'étude mais sans délai déterminé. D'après l'exploitant, le dessiccateur relié à l'ensemble des cuves permet d'éviter tout risque de surpression. Cependant, les cuves ne sont pas équipées de soupape. L'exploitant prévoit la mise en place des soupapes au niveau des cuves de stockage, en même temps que le projet inertage. Suite donnée : En application de l'article L171-8 du code de l'environnement, le service d'inspection propose la mise en place de sanctions administratives pour le non-respect de la mise en demeure, à savoir le paiement d'une astreinte journalière applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Recollement de fait susceptible de mise en demeure ou sanction n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, SEPARATION DES DECHETS
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. [...] Conformité à justifier (sans délai) La société ISOCAB doit mettre en place une consigne d'exploitation permettant de justifier l'amélioration du tri des DIB.
Constats : Afin de justifier de l'amélioration du tri des DIB, l'exploitant a présenté : - la convention de recyclage du polystyrène expansé signé avec le fournisseur KNAUF CIRCULAR. L'exploitant souligne qu'il informe ses clients de cette filière de recyclage. - la consigne d'exploitation comprenant la vérification mensuelle des bennes de tri.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES DE REJET
Prescription contrôlée : Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35 8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : <ul style="list-style-type: none">- pH (NFT 90 008) : 5,5 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux),- température : < 30° C.- matières en suspension (NFT 90 105) : 600 mg/l,- DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90 101) : 2000 mg/l,- DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90 103) : 800 mg/l,- hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : 10 mg/l,- métaux totaux (NFT 90 112) : 15 mg/l. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. Conformité à justifier (sans délai) La société ISOCAB doit s'assurer que la mesure de rejet est conforme aux paramètres prescrits.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le résultat des dernières analyses CAMP (2021). L'ensemble de paramètres est étudié. L'inspection note un léger dépassement de seuil réglementaire au point « Eau de ruissellement » situé en face du séparateur d'hydrocarbure. Afin de revenir au seuil réglementaire, l'exploitant a réalisé les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">-MES : 600 mg/l (égal au seuil réglementaire) = mise en place du nettoyage bi-mensuel des polystyrènes-Métaux totaux : 15,32 mg/l (seuil réglementaire: 15 mg/l) = évacuations du conteneur de maintenance des chariots élévateurs. Les prochaines analyse permettront de confirmer l'efficacité des mesures.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recollement de fait susceptible de mise en demeure ou sanction n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. Conformité à justifier (sans délai) La société ISOCAB doit s'assurer <ul style="list-style-type: none">• de l'identification des petits contenants mobiles de produits dangereux• de l'affichage des symboles de danger des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles
Constats : Afin de justifier de la conformité de l'identification des produits dangereux, l'exploitant a présenté sa consigne d'exploitation comprenant la vérification mensuelle de l'ensemble des produits dangereux (identifications, FDS, etc). Lors du contrôle, l'inspection a vérifié par sondage que les produits dangereux portent de manière lisible la dénomination de leur contenu, le numéro et le symbole de danger.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet